

CONCLUSION

LA MER NOIRE, PÉRIPHÉRIE DE ZONES STRATÉGIQUES

Baptiste CHATRE et Stéphane DELORY

La mer Noire est devenue, à mesure que les crises qui la frappent se multiplient et s'intensifient, une zone d'instabilité quasi permanente. Instabilité pour les États qui composent son espace, mais aussi, depuis quelques années, instabilité pour les grandes puissances qui s'y confrontent. À l'image du Caucase, historiquement partagé entre les empires russe, ottoman et perse, ou de la mer Noire elle-même, qui a longtemps constitué un obstacle aux échanges plutôt qu'une voie de communication entre les populations du bassin et les grands ensembles géographiques qui l'entourent, la région a toujours été une ligne de fracture, de séparation, de conflits. L'implication croissante des grandes puissances, en démultipliant les effets des crises, semble devoir accroître l'instabilité naturelle de cet espace.

Le conflit russo-géorgien du mois d'août 2008 en est une illustration manifeste. Elle n'en est pas moins trompeuse. Contrairement à ce que le déchaînement médiatique a pu laisser penser durant les quelques semaines qui ont suivi, la nature conflictuelle – voire violente – des relations entretenues entre les pays du bassin de la mer Noire n'a qu'un impact limité sur la plupart des États qui en composent la périphérie et, *a fortiori*, sur les grandes puissances extérieures au bassin. Conflits ethniques, blocus économiques, guerres commerciales, chantages aux hydrocarbures, qui constituent le quotidien des États du Sud-Caucase, de l'Ukraine et de la Russie depuis 1991, demeurent cantonnés à la zone et n'impliquent les acteurs extérieurs qu'indirectement, sans jamais remettre en cause leurs intérêts vitaux. Certes, les différentes crises ont des effets collatéraux perceptibles – en matière de transit énergétique, de criminalité organisée ou de développement économique – et, dans ce sens, intéressent les puissances extérieures et l'Union européenne au premier chef.

UNE ZONE D'INTÉRÊT VITAL PLUS APPRENTE QUE RÉELLE

On peut s'interroger sur le caractère stratégique de la région de la mer Noire pour l'Union européenne et les États-Unis, alors que, depuis plus de quinze ans, quatre des États qui composent son espace politico-économique – la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Moldavie – sont en état de guerre, que la principale puissance régionale – l'Ukraine – connaît un effondrement économique et démographique ininterrompu depuis 2004 et que la puissance hégémonique traditionnelle – la Russie – se livre ouvertement à une politique de chantage et de coercition, sans que ni les États-Unis ni l'Union européenne n'aient souhaité influencer sur les événements autrement que par des politiques indirectes ou strictement conjoncturelles.

À cet égard, l'évolution politique, économique, militaire et sociétale de la mer Noire invite à se poser la question de l'impact réel de ce qui est génériquement défini comme une crise, mais également de ce que recouvrent exactement les intérêts stratégiques des puissances – grandes ou petites – et de la nature des politiques qui sont effectivement poursuivies par les différents acteurs s'intéressant à la zone.

Comme l'illustrent les différents chapitres de cet ouvrage, la mer Noire reste un espace hétérogène avant d'être une région. Cette hétérogénéité est, en soi, un facteur de crise et d'opposition, considérablement amplifié par les caractéristiques géographique, historique, culturelle, sociale, économique, politique ou identitaire de ses différents États. Pourtant, la région doit faire face à des problématiques communes, héritées de l'histoire et de l'empreinte laissée par les empires qui se sont disputé sa domination. La transition issue de la fin de la Guerre froide a ainsi réactivé un ensemble de facteurs de crise qui partagent des caractéristiques superficielles similaires (conflictualité, stagnation économique, délitement de l'État, etc.). Ils sont cependant singularisés par de nombreuses spécificités sous-régionales et locales limitant l'impact des politiques d'intégration, de coopération ou d'influence mises en place par les puissances régionales et extérieures dominantes ou les organisations internationales.

Ainsi, la mise en place de politiques de développement ou de mécanismes de résolution des conflits y est particulièrement complexe et ne peut s'appliquer selon des schémas éprouvés dans des espaces plus homogènes. Le déficit d'implication de l'Union européenne et des États-Unis dans la gestion de la perpétuelle crise pontique ne témoigne donc pas, *per se*, d'un désintérêt, pas plus que les interventions de la Russie n'impliquent que celle-ci dispose d'une stratégie cohérente pour y maintenir son influence. Toutefois, la mise en place de politiques *ad hoc*, faiblement financées et clairement dépolitisées, qui caractérise l'action des États-Unis et de l'UE jusqu'au milieu des années 2000 est un indicateur évident d'une perception atténuée des crises régionales et, rétroactivement, de l'impact modeste de ces dernières sur leurs intérêts. La mobilisation des ressources nécessaires à la résolution de la longue crise balkanique est ainsi sans commune mesure avec celles dévolues à la résolution des conflits caucasiens, alors que ces

derniers sont autrement plus préjudiciables en termes de vies humaines et de négation du droit des États et des personnes.

Comment expliquer, alors, que pour les États-Unis comme pour l'UE, la mer Noire soit désormais définie comme une zone d'intérêt vital et que la crise géorgienne soit devenue le symbole de la confrontation entre l'Occident et la Russie ?

Le cas de la mer Noire permet d'appréhender comment les États hiérarchisent leurs intérêts et leurs priorités. En effet, la promotion de la région au rang de zone stratégique pour les grandes puissances occidentales n'est manifestement pas due à une préoccupation de sécurité. Les crises qui divisent le Caucase n'intéressent que modérément les États-Unis et ne représentent, pour l'UE, que l'occasion de se perfectionner dans la mise en œuvre de politiques de résolution des conflits. L'instabilité qu'ils génèrent demeurant marginale pour les pays occidentaux, il n'a jamais été question pour quiconque de déployer, dans la région, des troupes pour faciliter leur résorption, y compris lorsque la Russie était encore hors d'état de s'y opposer. Seuls les Américains ont favorisé le renforcement de l'État géorgien en aidant financièrement et matériellement l'armée géorgienne et en détachant quelques centaines d'experts militaires, pour des raisons indépendantes de la résolution stricte des conflits séparatistes.

UNE RÉGION À LA PÉRIPHÉRIE DE ZONES STRATÉGIQUES : L'IMPORTANCE DE SA GÉOGRAPHIE

Si les conflits et l'instabilité qu'ils provoquent n'ont pas été au centre des préoccupations occidentales, la géographie de la région est devenue l'une des sources fondamentales de l'intérêt qu'elle suscite désormais. Jadis zone-frontière séparant le monde turc – puis soviétique – de l'Europe, la mer Noire constitue, depuis l'effondrement de l'URSS, un axe de communication potentiel majeur, notamment en ce qui concerne les ressources naturelles. Le contrôle de leur acheminement, de la Caspienne vers le marché mondial, justifie les premiers engagements américains – bien plus d'ailleurs que la volonté de saper la puissance russe – et les dysfonctionnements du transit du gaz russe par l'Ukraine expliquent – concomitamment à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie – l'intérêt croissant qu'y porte l'Union européenne.

Il convient cependant de relativiser ces propos. Si la question énergétique est importante, notamment pour la Russie, elle n'est qu'indirectement liée à la crispation croissante des relations entre les grandes puissances autour de la mer Noire. En termes pétroliers comme gaziers, la Caspienne n'est pas en effet le Moyen-Orient. Sa valeur « énergétique » ne justifie, pour Washington – et *a fortiori* pour l'UE –, ni les investissements ni les sacrifices nécessaires au contrôle du Golfe persique. Elle est cependant suffisante pour inciter les entreprises occidentales et les États qui les soutiennent à imaginer et à financer la construction d'axes de transit alternatifs et à établir un contrôle minimal sur les zones géographiques attenantes. Ces projets alimentent ainsi la confrontation

avec la Russie qui en maîtrise encore la géographie et pour laquelle le maintien d'une hégémonie reste un élément de puissance économique vital. Toutefois, si le BTC et le SCP représentent bel et bien une menace pour le monopole de la Russie, celui-ci demeure quasiment intact et le Kremlin dispose de nombre d'instruments économiques et diplomatiques pour le préserver.

UNE ZONE DE FROTTEMENTS ENTRE DIFFÉRENTS MODÈLES

Ce n'est pas tant la question énergétique que la concurrence entre les modèles de développement et de sécurité qui alimente désormais l'opposition des diverses puissances dominantes dans la zone mer Noire. L'attractivité des modèles de développement et de sécurité occidentaux est en effet telle qu'elle remet directement en cause l'influence de la Russie dans l'ensemble de la région et menace de la priver des relais politiques, économiques et militaires dont elle dispose encore actuellement. Ce conflit de modèles et les implications considérables qu'entraînerait la substitution du modèle occidental au modèle russe ont été particulièrement bien appréhendés par Washington, qui instrumentalise systématiquement l'extension de l'OTAN et de l'UE dans ce sens. Il a aussi été ressenti par Moscou qui, après avoir perçu l'OTAN comme une menace militaire, la considère désormais comme une menace politique tout en invoquant sa fonction militaire pour exercer elle-même les pressions les plus lourdes sur les États qui souhaitent désormais y adhérer.

Au-delà de ces frictions politico-militaires, qui ne sauraient dépasser certaines limites sauf à voir la Russie et l'Ukraine s'affronter pour la Crimée, l'élargissement ou le non-élargissement de l'OTAN aux États de la mer Noire préfigure le futur modèle de sécurité dominant en Europe. Il commande aussi la place de la Russie dans l'ensemble euro-atlantique qui s'est constitué jusqu'aux frontières de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Russie elle-même. Le basculement de l'Ukraine et de la Géorgie induirait presque mécaniquement un rapprochement plus étroit avec l'Union européenne – même si l'idée d'une adhésion à moyen terme semble encore audacieuse –, la sortie de l'orbite russe, la création d'un nouveau pôle d'attraction pour les États limitrophes, y compris en Caspienne, l'effritement de l'influence russe dans l'espace post-soviétique et, *in fine*, la remise en cause fondamentale du statut de la Russie en tant que grande puissance européenne.

À l'inverse, le blocage de l'extension de l'OTAN, mais aussi la sape systématique des initiatives américaines et l'exercice de pressions continues sur les nouveaux membres, pourraient permettre à la Russie d'apparaître comme un partenaire incontournable en mer Noire, mais aussi, sur un plan plus global, en Europe. Ce rééquilibrage pourrait être vital pour la Russie, pour des motifs géostratégiques bien sûr, mais aussi pour des raisons plus étroitement économiques, la survie du modèle russe en CEI prorogeant d'autant le maintien de son système économique très dépendant de la rente énergétique.

UNE ZONE STRATÉGIQUE COMPLEXE, JUXATAPOSITION D'INTÉRÊTS DIVERGENTS

Paradoxalement, la mer Noire peut alternativement apparaître comme une zone éminemment ou marginalement stratégique, en fonction de la perspective adoptée et surtout des problématiques retenues. Pour la Russie, ces subtilités sont dénuées de sens. La domination de la région est un enjeu vital, qui déterminera sa capacité à maintenir son modèle de développement et à regagner son statut de grande puissance européenne. Elle l'est aussi pour les États-Unis, qui sont confrontés à la remise en cause de l'un de leurs principaux relais de pouvoir en Europe, l'Alliance atlantique, laquelle voit sa crédibilité politique s'éroder progressivement. L'incapacité de l'Alliance à assurer la protection, par la simple projection de son ombre, de la Géorgie, est, pour les États-Unis, un signe inquiétant, qui traduit l'indéniable affaiblissement de l'OTAN aux yeux de la Russie comme, potentiellement, à ceux des États de la mer Noire et de l'Asie centrale. Les enjeux sont moindres pour l'UE, qui se trouve actuellement confrontée à une crise de croissance fonctionnelle. L'intégration d'autres États n'est pas impossible, mais celle des États de la mer Noire présente un défi capacitaire auquel elle semble mal préparée et qu'elle paraît peu impatiente de relever. Dans ce contexte, l'ordre russe représente, pour l'Union, une « facilité » qui permet de décaler *sine die* la perspective angoissante de l'élargissement vers l'Est.

Toutefois, dans une perspective évolutive, l'importance stratégique de la mer Noire est plus relative. S'il est dans l'ordre des choses que la Russie tente de maintenir le glacis lentement constitué par l'Empire tsariste et l'Union soviétique, l'UE, par sa structure même, ne dispose pas de la capacité à imposer son propre modèle autrement que par socialisation – ou européanisation¹. Dans ce sens, il n'existe pas de compétition directe entre les deux puissances, puisque l'Union ne dispose pas de la capacité de promouvoir activement son modèle auprès d'États qui sont, de par leurs limites internes ou du fait de celles qui leur sont imposées, dans l'impossibilité de l'intégrer.

La conflictualité entre les grandes puissances en mer Noire résulte, en fait, de l'irruption, dans la zone, des États-Unis, promoteurs actifs du modèle de développement et de sécurité occidental. Ce sont les Américains qui, par leur dynamisme politique et par la puissance militaire qu'ils incarnent, ont créé, en mer Noire, les conditions d'une confrontation entre puissances et, par ricochet, sa transformation en espace de conflictualité stratégique. La politique américaine dans la région demeure cependant conditionnée par la négation de la puissance russe, perçue par les administrations Clinton et Bush comme résiduelle et désormais dénuée de fondement. La fin de l'ère néo-conservatrice, qui a allié un dynamisme révisionniste considérable à une appréciation disproportionnée de la puissance américaine, pourrait voir ré-émerger une alliance factuelle entre

¹ Dans le sens défini par Ulrich Beck : cf. notamment Ulrich BECK / Edgar GRANDE, *Pour un empire européen*, Flammarion, Paris, 2007, 413 p.

Russes et Américains dans la gestion de certaines affaires. Or, si les États-Unis devaient accepter, ne serait-ce que partiellement, de transiger sur l'extension de l'Alliance en échange d'une plus grande coopération de la part des Russes sur d'autres dossiers – l'Iran notamment –, il est plus que probable que l'élargissement de l'OTAN perdrait de son « urgence », voire, dans certains cas, de sa pertinence. Dès lors, le caractère stratégique de la mer Noire n'aurait plus qu'une valeur relative, indépendamment des crises qui s'y développent.

Atténuer la dynamique d'élargissement représente cependant un exercice complexe, puisque la crédibilité de l'Alliance se fonde, pour les États de la mer Noire, sur sa capacité à se confronter avec succès à la Russie. Or, les risques d'une telle confrontation sont suffisants pour que les États qui composent le cœur de l'Alliance – l'Allemagne et la France plus particulièrement – fassent preuve d'une prudence certaine. Ils ne seront probablement pas les seuls, contrairement à ce que les fantaisies sur la vieille et la nouvelle Europe peuvent laisser supposer.

Les nouveaux pays de l'OTAN, avides d'en découdre avec Moscou pour défendre la liberté de choix de la Géorgie et de l'Ukraine, voient déjà leurs opinions publiques remettre en cause le bien-fondé de la politique américaine et de leur propre engagement dans des dossiers où eux-mêmes se retrouvent en première ligne. La presse tchèque s'interroge ainsi sur la nécessité du déploiement d'un radar antimissiles balistiques sur son territoire, déploiement dont la perspective provoque une réaction menaçante de la Russie, tandis que les États-Unis sont à la recherche d'une nouvelle stratégie. Les opinions publiques polonaises et roumaines feront probablement de même s'il apparaît que les États-Unis privilégient à nouveau leurs relations bilatérales avec la Russie et mettent en sourdine la promotion agressive de leurs intérêts par l'exaltation de la « nouvelle Europe ».

S'il faut s'attendre à ce que le sens des réalités conduise les membres européens de l'Alliance à une plus grande prudence, la mise en œuvre d'une politique d'extension non offensive représente un défi difficile à relever. Le *soft power* atlantiste favorise certes l'intégration progressive des États de la mer Noire dans le modèle de sécurité occidentale, mais elle implique qu'une garantie de sécurité soit donnée *in fine*. La solution de la neutralité, avancée par les Russes, offre un intérêt évident en termes de sécurité et de stabilité pour les pays occidentaux, mais, si elle devait résulter de pressions exercées sur les États de la mer Noire, elle conforterait la prétention de la Russie à des droits particuliers dans la région.

La neutralité aurait un sens si les pays de la mer Noire la souhaitaient, ce qui n'est que très rarement le cas, et si elle leur garantissait la stabilité nécessaire à leur développement. Malheureusement cependant, même les pays alliés à la Russie – Biélorussie, Ukraine jusqu'en 2004 – ont été exposés à la politique dominatrice du Kremlin. La neutralité militaire n'offrirait aucune parade contre les ingérences politiques et économiques russes et celles-ci seraient incomparablement plus pressantes contre des pays définis comme neutres que contre des pays intégrés à une alliance. Revenir au statut de neutralité s'avérerait, par ailleurs, particulièrement difficile, alors que rien ne justifie que les pays de la région, en particulier l'Ukraine, ne se cantonnent à ce type de posture. Inciter les pays de

la mer Noire à proposer une solution de neutralité pour apaiser la Russie ne reviendrait nullement à accroître leur sécurité, mais risquerait de dissocier celle-ci des préoccupations de sécurité européennes et américaines et de leur imposer un perpétuel et ingérable tête-à-tête avec la Russie.

OPTIONS POSSIBLES DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne a certainement un rôle fondamental à jouer. Il est évident que, dans les conditions actuelles, le maintien d'une politique d'extension de l'Alliance ne peut que nuire à ses intérêts, celle-ci risquant de favoriser le durcissement de la Russie sur les questions de sécurité comme sur les questions économiques. L'opposition des « vieilles » puissances européennes à l'élargissement rapide de l'OTAN à la Géorgie et l'Ukraine est, de ce point de vue, une mesure conservatoire nettement plus courageuse qu'il n'y paraît, puisque la stabilité de la relation avec la Russie est indéniablement l'une des plus importantes priorités de politique étrangère des États membres et de Bruxelles. Néanmoins, cette politique ne saurait être endossée uniquement par certains États. Il est essentiel que l'UE définisse dans quelle mesure ses relations avec la Russie priment sur l'extension de son modèle de sécurité et de développement, mais aussi qu'elle s'interroge sur la façon dont ses membres entendent influencer sur la politique de l'OTAN. De fait, les membres de l'Union pourraient souhaiter que la politique de l'OTAN reflète leur propre position politique à l'égard de la mer Noire et de la Russie, favorisant systématiquement l'exercice de la *soft power*, adossée toutefois à une capacité minimale d'engagement militaire. L'UE comme l'OTAN devraient ainsi admettre nombre de concessions inconfortables, accepter que l'extension physique de l'OTAN puisse être ajournée et que la Russie empiète sur la souveraineté de certains États, tout en garantissant à ces derniers une assistance ultime en cas de nécessité.

La mise en œuvre d'une politique de compromis et le maintien d'une capacité de coercition crédible constituent deux impératifs puisque, face aux exigences russes en mer Noire, ni la capitulation ni la confrontation ne semblent des politiques acceptables. Il est en effet évident que le modèle social et économique actuellement défendu par la Russie est loin d'être satisfaisant et que son évolution est souhaitable. Reste à savoir comment le faire évoluer. Dénier à la Russie sa place et refouler son influence n'avaient de sens que lorsque les États européens et les États-Unis étaient en position de force à l'égard de Moscou. Manifestement, tel n'est plus le cas et il devient singulièrement dangereux de promouvoir des politiques – qu'il s'agisse de politiques de sécurité ou de politiques économiques – qui ne peuvent être défendues et qui, de fait, jettent un doute sur la crédibilité de leurs promoteurs.

À cet égard, les faiblesses inhérentes à l'Union européenne constituent également une force. Les politiques insuffisantes qu'elle peut être amenée à mettre en œuvre ne sont pas indépassables, mais peuvent progressivement être amendées au profit d'outils plus satisfaisants. Sans être toujours optimales, elles sont peu

conflictuelles et finalement flexibles. Surtout, à l'image de l'URSS à une autre époque, l'UE dispose d'un allié de poids: le temps. Elle est en effet l'une des dernières puissances du globe qui, faute de calendrier contraignant en termes de politique étrangère, peut se permettre de poursuivre des politiques attentistes sur de très longues périodes. Or, il est probable que la résorption des multiples hétérogénéités propres à la mer Noire et la résolution de contradictions inhérentes à la compétition des modèles russes et occidentaux ne pourront se faire que dans le temps, à travers la valorisation progressive du modèle le plus efficace.

L'UE a donc une position qui apparaît certes inconfortable mais peut s'avérer avantageuse. Elle ne peut structurellement comme fonctionnellement entrer dans des logiques conflictuelles et ne peut faire respecter ses intérêts que par l'attractivité, ce qui lui impose de concilier toutes les positions et d'entretenir de bonnes relations avec tous ses partenaires, notamment la Russie. Cette approche peut avoir des résultats positifs, y compris en situation de crise, comme l'a démontré l'intervention de la présidence française de l'Union européenne après août 2008, concédant à la Russie le maintien de certaines positions mais évitant que le conflit avec la Géorgie ne dégénère et ne devienne un champ de confrontation majeur avec les puissances occidentales. Pourtant, l'UE ne peut se permettre l'économie de la définition d'une véritable stratégie à l'égard de la région: « *l'essentiel est [...] du point de vue de l'Union, de parvenir à des relations stables et coopératives avec l'ensemble des riverains, de façon à ne pas ajouter à leur fragmentation territoriale et politique, mais à la transcender* »², ce que la PEV et la Synergie de la mer Noire ne permettent encore que très imparfaitement. La principale force politique de l'UE demeure en effet sa stratégie d'élargissement et celle-ci n'est pas à l'ordre du jour en mer Noire.

Conjoncturellement cependant, l'UE sera rapidement confrontée à un choix difficile. L'espace mer Noire représente un enjeu stratégique moindre au regard de celui qui la lie à la Russie et il est probable que la priorité sera toujours accordée au maintien d'une relation privilégiée avec Moscou, quitte à se satisfaire de la limitation de l'action européenne en mer Noire. Toutefois, la reconnaissance du facteur russe n'implique pas la capitulation face à tout type de politique russe, en particulier quand celle-ci vise à déstructurer des États qui, pour l'UE, pourraient devenir d'une importance stratégique capitale.

S'il est difficile d'affirmer que tel est le cas de la Géorgie, il est en revanche indéniable que l'Ukraine en constitue un exemple, essentiellement parce qu'elle agit comme un contrepoids vis-à-vis de la Russie. Or, le Kremlin est engagé avec Kiev dans un bras de fer politique et économique qui pourrait briser non seulement l'économie du pays, mais également remettre en cause son unité. Les chantages énergétiques, en détruisant le tissu industriel de l'Ukraine, alimentent les tendances séparatistes qui trouvent un écho de plus en plus fort en Russie et pourraient, à long terme, justifier des exigences supplémentaires de la part du Kremlin. Significativement, des irrédentismes apparaissent maintenant dans des

² Serge SUR, « Conclusions », Conférence internationale « L'Union européenne et l'espace mer Noire », Varna (Bulgarie), 6-7 oct. 2006.

zones qui en étaient jusqu'à présent exemptes, notamment en Ruthénie, laquelle, par les hasards de la géographie, est aussi une zone de transit d'infrastructures énergétiques. Au-delà de la Géorgie, l'Ukraine constituera un test pour l'Union européenne. Si cette dernière devait permettre à Moscou de maintenir son discours sur l'inéluctable rôle dévolu à la Russie dans la protection de ses minorités et tolérer que les autorités russes soutiennent désormais ouvertement le séparatisme en Crimée, elle faciliterait la mise en place, par la Russie, d'une politique révisionniste lui permettant d'intervenir dans l'ensemble de la CEI au prétexte de défendre ses minorités et de transformer ainsi la Communauté des États indépendants en dominion russe.

Dès lors, l'Union européenne est confrontée à un choix. Elle peut accepter, par nécessité, la reconstruction de cet espace, alimentant la puissance russe mais facilitant ses relations avec elle. Elle peut estimer qu'une Russie trop puissante, accoutumée à faire primer ses propres intérêts au détriment des États qui l'entourent, représente un danger, danger qui pourrait être conjuré par le maintien, dans son voisinage, d'États relativement puissants et indépendants. Si cette seconde option venait à être retenue et appliquée pour l'Ukraine, elle impliquerait que l'Union soit prête à aider Kiev à retrouver une totale souveraineté sur la Crimée dès 2017 et à lui offrir son assistance lorsque le Kremlin instrumentaliserait délibérément les minorités russes contre l'Ukraine. Or, l'échec de la politique d'expansion de l'OTAN a privé l'UE de précieux leviers d'action indirects et il est peu probable qu'il soit possible de les restaurer en l'état. Dès lors, l'Union devrait envisager d'exploiter les instruments qui sont les siens pour renforcer les États qu'elle estime devoir assister et protéger, plus particulièrement les instruments économiques, afin de renforcer les factions pro-occidentales de ces pays et de limiter l'attractivité des réseaux pro-russes.

L'exploitation d'instruments économiques dans un tel contexte soulève cependant des difficultés, puisqu'ils nécessitent la mise en place d'une politique de privilèges à l'égard de l'État soutenu et donc une discrimination à l'égard des autres États bénéficiant de la PEV. Surtout, elle implique la mise en place d'une politique coercitive par rapport à la Russie, lorsque celle-ci applique elle-même une politique de chantage et de pression. Or, au regard du laxisme dont a fait preuve l'UE lorsque les États baltes ont été soumis aux pressions de la Russie sur des problématiques par ailleurs mineures, on peut douter que les vingt-sept États de l'Union soient capables de définir une approche commune efficace et dissuasive, en particulier si le Kremlin se garde de toute action ouvertement hostile envers les États qu'il pourrait chercher à déstabiliser.

À l'inverse, les Européens devront nécessairement choisir de concéder un certain nombre d'avantages à leur partenaire russe, notamment dans le domaine de l'énergie. La dépendance énergétique européenne est une réalité qui peut certes être atténuée mais qui ne peut être niée. La recherche de voies d'accès « européennes » aux ressources de la Caspienne, voire du Moyen-Orient, s'est progressivement délitée, faute de stratégie clairement définie. Cet échec indéniable offre néanmoins quelques compensations. La dépendance à l'égard de la Russie, partenaire indocile mais sans prétentions d'intégration européenne,

semble apparaître finalement préférable à une dépendance à l'égard de la Turquie, qui offre des avantages géographiques non négligeables, mais dont le statut virtuel de grande puissance de transit dérange du fait des implications politiques évidentes.

Plus largement, attendre de la Russie qu'elle s'associe à l'UE en tant que puissance responsable et dynamique implique qu'elle dispose des richesses nécessaires à son développement et de certaines des prérogatives d'une puissance majeure. Cela peut conduire à lui concéder une domination certaine sur sa périphérie, concession qui procède toutefois de son acceptation de la concurrence des modèles de développement, afin qu'elle cesse de percevoir les relations avec ses voisins comme un jeu à somme nulle. Dans ce sens, une réelle interdépendance peut s'établir, fondée sur les avantages économiques inhérents à la coopération avec l'UE, mais également conditionnée par le risque de les perdre en cas de comportement déviant.

Dans ce contexte, il est très probable que la mer Noire apparaisse, pour l'UE, comme un espace non stratégique, non seulement parce qu'elle ne dispose pas de la faculté technique et politique à le considérer comme tel, mais aussi parce qu'elle n'y a probablement pas intérêt. Il est toutefois certain que la région va demeurer une zone de friction entre les sphères d'influence occidentale et russe, suscitant, de la part des acteurs en compétition, des réactions de confrontation occasionnelles et donnant l'illusion que des oppositions stratégiques émergent et que les pays Occidentaux sont disposés à affronter la Russie. Les États riverains devraient pourtant avoir clairement conscience que le soutien qu'ils peuvent attendre de l'Europe demeurera strictement borné par les limites intrinsèques des engagements non stratégiques et que la raison de l'État le plus fort et le plus engagé l'emporte souvent sur celle du groupe d'États les plus faibles et les moins impliqués. Les frontières de l'Europe élargie atteindront peut-être un jour la Caspienne, mais elles pourraient aussi durablement se fixer sur le Danube.